Cherier : finances de la commune

Commune · Loire (42) · 535 habitants · tranche 500 à 1 999 habitants · comptes 2025

Pour l’exercice 2025, Cherier affichait un encours de dette de 292 k€, soit 545 € par habitant, une épargne brute égale à 10,6 % de ses recettes de fonctionnement et une capacité de désendettement de 5 ans.

Dette par habitant
545 €
292 k€ au total

Capacité de désendettement
5 ans
dette ÷ épargne brute

Taux d’épargne brute
10,6 %
épargne brute ÷ recettes de fonctionnement

Dépenses de fonctionnement
919 € / hab.
492 k€ au total

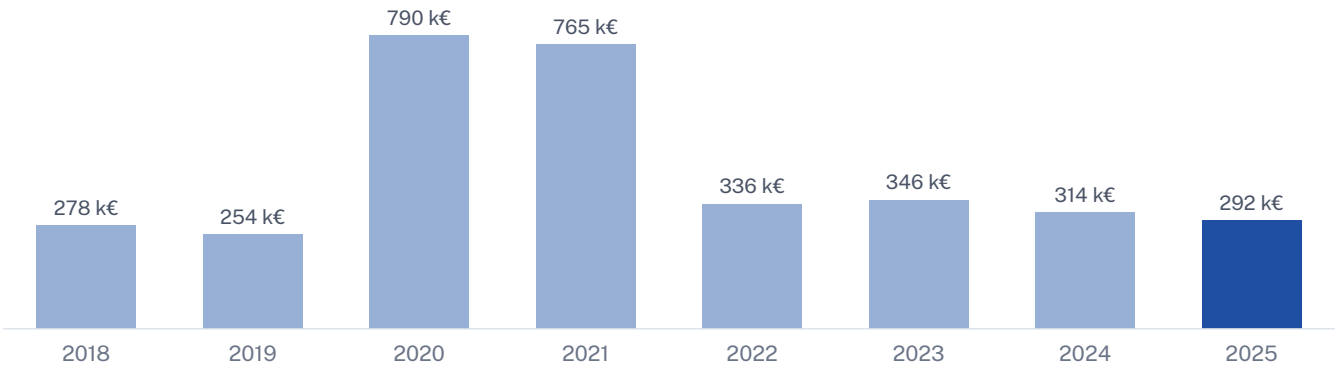
Les comptes de la commune en clair

Comptes consolidés de l’exercice 2025 publiés par l’OFGL. Chaque montant par habitant est comparé aux 11 237 communes de 500 à 1 999 habitants (dernier exercice publié de chacune). Une position haute ou basse n’est ni une bonne ni une mauvaise note : elle indique ce qui mérite d’être compris ou vérifié.

Question	Valeur	Comparaison
Combien la collectivité dépense-t-elle pour fonctionner ?	919 €	parmi le quart des communes de même taille où ce chiffre est le plus haut.
Quelle part de ces dépenses va au personnel ?	41,6 %	382 € par habitant : un peu au-dessus de la moitié des communes de même taille.
Lui reste-t-il de l’argent en fin d’année ?	10,6 %	109 € par habitant : un peu en dessous de la moitié des communes de même taille. Repère : vigilance sous 10 %, alerte sous 7 % (usage d’analyse financière, non réglementaire) (Au-dessus des repères).
Est-elle endettée ?	545 €	un peu au-dessus de la moitié des communes de même taille. Repère : plafond national de référence de 12 ans de capacité de désendettement pour les communes (Sous le plafond).
Investit-elle ?	56 €	parmi le quart des communes de même taille où ce chiffre est le plus bas.
Combien rapportent les impôts locaux ?	220 €	parmi le quart des communes de même taille où ce chiffre est le plus bas.

Évolution depuis 2018

Encours de dette au 31 décembre



L'encours de dette est passé de 278 k€ en 2018 à 292 k€ en 2025 (+4,8 %). Valeur la plus haute : 790 k€ en 2020 ; la plus basse : 254 k€ en 2019.

Exercice	Encours de dette	Taux d'épargne brute	Capacité de désendettement	Dépenses d'équipement
2018	278 k€	19,5 %	3,6 ans	283 k€
2019	254 k€	19,7 %	3,1 ans	254 k€
2020	790 k€	19,1 %	10,1 ans	601 k€
2021	765 k€	18,7 %	9,4 ans	230 k€
2022	336 k€	15,2 %	4,8 ans	58 k€
2023	346 k€	18,8 %	3,8 ans	105 k€
2024	314 k€	13,4 %	4,7 ans	92 k€
2025	292 k€	10,6 %	5 ans	30 k€

Comparée à ses communes jumelles

Indicateur	Cherier	Médiane des jumelles	Écart
Dette par habitant	545 €	647 €	−15,8 %
Impôts locaux par habitant	220 €	373 €	−40,9 %
Frais de personnel par habitant	382 €	265 €	+43,9 %
Investissement par habitant	56 €	212 €	−73,4 %
Taux d'épargne brute	10,6 %	15,3 %	
Capacité de désendettement	5 ans	3,5 ans	

Jumelles : Remollon (05), Vocance (07), Saint-Martin-en-Vercors (26), Le Brignon (43), Sainte-Magnance (89), Bazuel (59), Lengronne (50), Les Adjots (16), Coyecques (62), Montpeyroux (24). Insee (taille, évolution, âges, revenu) ; comptes OFGL.

Le mandat 2020-2026 en chiffres

Indicateur	2019	2025	Évolution	Médiane dép.
Habitants	571	535	−6,3 %	+0,9 %
Dette par habitant	445 €	545 €	+22,4 %	−15,9 %
Impôts locaux par habitant	140 €	220 €	+57,9 %	+25,1 %
Frais de personnel par habitant	288 €	382 €	+32,5 %	+20,9 %
Taux d'épargne brute	19,7 %	10,6 %	−9,1 points	−1,5 point
Capacité de désendettement	3,1 ans	5 ans	+1,8 an	−0,4 an
Investissement cumulé 2020-2025, par habitant		1 952 €		1 955 €

Comptes consolidés OFGL 2019 et 2025 ; médiane : évolution médiane des communes du département. Une évolution ne juge pas la gestion.

Qui vit ici

Indicateur	Cherier	Comparaison
Habitants (2023)	523	+5,7 % depuis 2012 (département : +2,7 %)
65 ans ou plus (2023)	22,4 %	département : 23,3 % · France : 21,3 %
Personnes couvertes par le RSA (2024)	3,8 pour 100 habitants	département : 5,1
Salariés du secteur privé (2025)	18	
Élèves des écoles (rentrée 2025)	50	
Indice de position sociale des écoles (2024-2025)	97,7	France : 105,8

Sources : Insee, populations municipales 1968-2023, recensement 2012-2017-2023, naissances et décès 2008-2025 (API Melodi, Licence Ouverte) ; Cnaf, allocataires par commune au 31 décembre 2020-2024 (data.caf.fr, Licence Ouverte), valeurs arrondies par la Cnaf ; Urssaf, établissements employeurs et effectifs salariés du secteur privé au 31 décembre (open.urssaf.fr, ODbL) ; Éducation nationale, effectifs d'élèves par école et indices de position sociale (data.education.gouv.fr, Licence Ouverte).

Les métiers des habitants

230 habitants de 15 à 64 ans ont un emploi ; la commune compte 70 emplois, soit 32 emplois pour 100 habitants qui travaillent (indicateur de concentration d'emploi de l'Insee).

Groupe	Habitants	Département	France	Emplois sur place
Agriculteurs exploitants	14,7 %	1,4 %	1,3 %	48,6 %
Artisans, commerçants et chefs d'entreprise	4,3 %	7,3 %	6,6 %	7,1 %
Cadres et professions intellectuelles supérieures	6,5 %	14,2 %	20,1 %	7,1 %
Professions intermédiaires	19 %	27,3 %	26,4 %	7,1 %
Employés	21,2 %	26,2 %	26,1 %	8,6 %
Ouvriers	34,2 %	23,7 %	19,5 %	21,4 %

Professions les plus exercées par les habitants : Loire (42)

Profession	Habitants (environ)	Part
Aides-soignants	6 730	2,2 %
Infirmiers en soins généraux salariés	6 380	2,1 %
Secrétaires, employés de la bureautique	4 970	1,6 %
Agents de service des établissements de santé	4 810	1,6 %
Enseignants titulaires du primaire	4 800	1,6 %
Enseignants titulaires du secondaire général et technologique	4 560	1,5 %
Ouvriers du nettoyage	4 130	1,3 %
Conducteurs de poids lourds	4 100	1,3 %
Autres employés d'aide à domicile et accueillants familiaux	3 810	1,2 %
Ouvriers peu qualifiés de la réception et de l'expédition	3 620	1,2 %
Techniciens d'installation et de maintenance (hors informatique)	3 410	1,1 %
Ouvriers peu qualifiés du second ?uvre du bâtiment	3 240	1,1 %

Employeurs, projets de recrutement 2026 (Loire (42)) : 17 419 au moins, dont 50,3 % jugés difficiles.

Métier	Projets	Difficiles
Professionnels de l'animation socioculturelle	826	63,7 %
Aides-soignants	747	86,3 %
Viticulteurs, arboriculteurs	741	29,7 %
Aides à domicile et auxiliaires de vie	647	90,7 %
Aides de cuisine et employés polyvalents de la restauration	638	53 %
Employés de libre service	533	17,6 %
Serveurs de cafés restaurants	443	44,7 %

Métier	Projets	Difficiles
Agents d'entretien de locaux	407	43 %
Agriculteurs	385	34,8 %
Ouviers peu qualifiés des industries agro-alimentaires	346	17,6 %

Sources : Insee, recensement de la population 2022, emploi et population active (Licence Ouverte 2.0) ; Insee, recensement de la population 2022, fichier détail des individus par région (Licence Ouverte 2.0) ; France Travail, enquête Besoins en main-d'œuvre 2026 (data.gouv.fr, Licence Ouverte 2.0).

Ce que l'État verse pour les investissements

Indicateur	Cherier
Subventions d'investissement de l'État accordées (2018-2025)	9 459 € pour 2 projets
Par habitant	18 € (communes de même taille : 210 € ; département : 148 €, médianes)
Part du coût des projets payée par l'État	24,2 %
Aides de l'ADEME (conventions depuis 2021)	aucune aide publiée

Sources : DGCL, projets financés par la DETR, la DSIL, la DPV et la DSID (data.gouv.fr, Licence Ouverte 2.0) ; ADEME, aides financières attribuées (data.ademe.fr, Licence Ouverte 2.0).

Sources

Comptes consolidés (budget principal et budgets annexes) publiés par l'Observatoire des finances et de la gestion publique locales (OFGL), exercice 2025 et exercices précédents depuis 2018, sous Licence Ouverte 2.0. Quartiles et médianes calculés par l'Observatoire de ma commune sur les mêmes comptes. Formules et limites : https://observatoire.proofset.io/methode.html. Analyse automatisée de données publiques, sans valeur juridictionnelle ; aucune donnée nominative.